

*Subsides*

Ce n'est pas le moment d'hypothéquer notre avenir. Il est temps que le gouvernement donne le ton. Les Canadiens le veulent et l'économie en a besoin. Reste à savoir si le gouvernement s'exécutera.

**M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest):** Madame l'Orateur, j'avoue que ça me soulage de pouvoir prendre la parole. Tout à l'heure, le ministre a parlé des députés de mon parti qui sont absents. Notre whip a dit que certains députés sont en comité, d'autres à leur bureau, et d'autres encore en train de se préparer pour les réunions de comité de ce soir. Le ministre a semblé vouloir dire que les réunions de comité de ce soir n'avaient aucun rapport avec le débat d'aujourd'hui. Je tiens à dire que les ministériels ne siègent qu'à un seul comité à la fois, alors que les députés de mon parti siègent à trois ou quatre comités.

**Des voix:** Bravo!

**M. Brisco:** Puisque le ministre nous a montrés du doigt et nous a accusés d'absentéisme, permettez-moi de signaler, aux fins du compte rendu, que les députés de la Colombie-Britannique des deux côtés sont assidus. Mais nous sommes très désavantagés par les conditions atmosphériques. En effet, j'ai eu un peu de mal à me rendre ici aujourd'hui. Je remarque que le député de Coast Chilcotin (M. Pearsall) est absent de même que celui de Comox-Alberni (M. Anderson), sans doute à cause du mauvais temps. La question des présences étant tirée au clair je passe au sujet du débat.

N'étant pas économiste, je ne puis pas parler en spécialiste. Quoi qu'il en soit, à mon avis, la motion est très importante, surtout la deuxième moitié. Elle dit que le gouvernement n'est par parvenu à inciter les Canadiens à accroître leur productivité et, partant, à permettre aux produits canadiens finis et manufacturés de supporter davantage la concurrence sur les marchés d'exportation. Je suis d'accord.

Nos initiatives économiques nécessitent souvent l'intervention de divers ministères fédéraux. Ainsi, si l'on veut ouvrir une mine dans le Nord, dans l'Arctique, il faut essayer d'obtenir la collaboration du ministre des Finances (M. Macdonald), du ministre de l'Environnement (M. Marchand), du ministre du Revenu national (M. Cullen), du ministre des Transports (M. Lang), du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie), du ministre chargé de l'expansion industrielle et du ministre de l'Expansion économique régionale. Faut-il s'étonner que nous ayons de la difficulté à mettre sur pied des industries, primaires ou secondaires, qu'il s'agisse de matières premières à expédier au Canada ou hors du Canada, ou de matières premières à raffiner ou transformer ici ou ailleurs? Faut-il s'étonner que nous ayons de la difficulté à mettre les choses en branle avec la bureaucratie extrêmement complexe que le gouvernement a établie et érigée en barrière devant l'homme d'affaires?

● (2120)

Je voudrais vous donner un exemple précis de ce que j'avance. Je me rappelle très nettement un discours prononcé par le leader du gouvernement au Sénat dans ma circonscription, à Trail. Il disait à la foule assemblée: «Donnez-moi un seul exemple d'efforts faits par un gouvernement conservateur qui aient été utiles au développement de votre circonscription. Allez-y». Étant donné que je suis bien au courant de ces choses, j'ai levé la main pour lui

[M. Beatty.]

répondre. Le leader du gouvernement au Sénat a fait semblant de ne pas me voir. Il a feint de ne pas s'apercevoir de ma présence.

Ce seul exemple mérite d'être cité car il montre bien ce sur quoi dépend le développement dans notre pays. Ce programme a été présenté par le dernier premier ministre conservateur du Canada; je veux parler du programme des routes d'accès aux ressources. Un exemple classique de cela est le projet de Pine Point. Le gouvernement s'est beaucoup préoccupé du projet de Pine Point. Il s'est aperçu qu'il y avait eu de l'abus. Il ne s'est même jamais occupé de mettre en regard le coût de ce projet et les impôts obtenus de la main-d'œuvre ou les recettes qui ont été versées au Trésor grâce aux matières premières mises en valeur. Il ne s'est même pas rendu compte que le minerai extrait de Pine Point aboutissait éventuellement à la fonderie de Trail. Il n'a jamais pris la peine de regarder la carte géographique.

Voilà un exemple d'ignorance. Ce n'est pas une distraction, mais de l'ignorance pure et simple. Faut-il s'étonner que les entrepreneurs aient de la difficulté à mettre sur pied une industrie ou une entreprise chez nous? Il est évident que les ministres du gouvernement ne savent même pas où se trouve Pine Point. Ils ne doivent même pas savoir qu'un chemin de fer y passe, à moins qu'ils ne trouvent que cela coûte bien trop cher au pays. Ils n'ont pas cherché à savoir comment cet argent rapportait au centuple. Ils n'ont pas imaginé que cela avait créé des milliers d'emplois. Ces problèmes auxquels le gouvernement fait face, il les doit à lui-même, à la faiblesse de son système.

Passons à un autre domaine où la faiblesse de la productivité fait craindre pour notre commerce extérieur. On a souvent proposé—et le gouvernement a réagi en prenant certaines dispositions, bien qu'elles soient toujours insuffisantes—d'établir des mesures fiscales susceptibles d'encourager les Canadiens à investir dans leurs propres industries par l'appât d'un profit raisonnable.

Malheureusement, dans bien des cas, il est plus avantageux pour les Canadiens d'investir aux États-Unis et d'acheter des marchandises et des actions américaines que d'investir dans nos propres entreprises canadiennes. Quelle honte! Voilà les tristes conséquences qu'a sur notre industrie et sur les Canadiens l'incapacité du gouvernement de répondre à ce besoin. Quels progrès ferait notre pays si le gouvernement reconnaissait simplement le besoin et, de fait, le désir des Canadiens d'investir dans leur propre pays. Mais le gouvernement étouffe et repousse ce désir. Et qu'arrive-t-il?

Voyons le problème que pose l'inflation. Voyons quelles ont été les conséquences de l'inflation sur les coûts de production. Voyons quelles ont été ses conséquences sur les coûts de main-d'œuvre. Le gouvernement dit que c'est la faute des syndicats et du patronat. Le gouvernement ne dit pas la vérité. Il sait qui est responsable. Il l'a prouvé aux Canadiens avec son revirement d'il y a quelques semaines.

**Des voix:** Bravo!

**M. Brisco:** L'inaction du gouvernement a fait augmenter les coûts de production. Que pense le public lorsqu'il peut se rendre aux États-Unis et y acheter des produits canadiens moins cher que chez nous?